

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 05 mars 2021 à 17 h 00

-----  
AUJOURD'HUI cinq mars deux mille vingt et un

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 26 février 2021, s'est réuni en visioconférence.

Après avoir ouvert la séance, Monsieur le Maire procède à l'appel.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

**Olivier BIANCHI, Maire, présidant la séance**

**Présent(e)s :** Olivier BIANCHI, Christine DULAC ROUGERIE, Nicolas BONNET, Marion CANALES, Cyril CINEUX, Isabelle LAVEST, Grégory BERNARD, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Rémi CHABRILLAT, Nicaise JOSEPH, Jean-Christophe CERVANTES, Cécile AUDET, Jérôme GODARD, Odile VIGNAL, Christophe BERTUCAT, Magali GALLAIS, Jérôme AUSLENDER, Anne-Laure STANISLAS, Didier MULLER, Sondès EL HAFIDHI, Charles-André DUBREUIL, Sylviane TARDIEU, Dominique ADENOT, Anna AUBOIS, Marion BARRAUD, Géraldine BASTIEN, Laetitia BEN SADOK, Valérie BERNARD, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Dominique BRIAT, Estelle BRUANT, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Alparslan COSKUN, Samir EL BAKKALI, Eric FAIDY, Christiane JALICON, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Diego LANDIVAR, Cécile LAPORTE, Steve MAQUAIRE-BEAUSOLEIL, Marianne MAXIMI, Pierre MIQUEL, Lucie MIZOULE, Lucas PEYRE, Frédéric PILAUD, Catherine PINET-TALLON, Stanislas RENIÉ, Pierre SABATIER, Vincent SOULIGNAC, Yannick VIGIGNOL, Thomas WEIBEL

**Excusé(e)s ayant donné pouvoir :**

**Excusé(e)s :**

**Absent(e)s :**

**Secrétaire :** Alexis BLONDEAU

-----  
*Marion CANALES arrive pendant le débat de la question n°2.*

*Anne-Laure STANISLAS quitte la séance pendant le débat de la question n°2 et donne pouvoir à Marion BARRAUD et revient pendant la présentation du diaporama de la question n°4 (fin du pouvoir donné à Marion BARRAUD).*

*Dominique BRIAT quitte la séance après le vote de la question n°4 et donne pouvoir à Nicaise JOSEPH.*

*Stanislas RENIE quitte la séance après le vote de la question n°2 et donne pouvoir à Eric FAIDY et revient avant le vote de la question n°5 (fin du pouvoir donné à Eric FAIDY).*

*Wendy LAFAYE est absente pendant le vote de la question n°46.*

-----  
**Rapport N° 43**  
**SIGNATURE ET MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION TERRITORIALE**  
**GLOBALE (CTG) PARTENARIAT VILLE - CAF**  
-----

Le contrat enfance jeunesse (CEJ) avec la Caisse d'allocation familiale du Puy-de-Dôme (CAF) est arrivé à échéance le 31 décembre 2019. Le CEJ est remplacé par la Convention territoriale globale (CTG).

La CTG intègre toujours la petite enfance, l'enfance et la jeunesse, auxquelles peuvent s'ajouter l'animation de la vie sociale, la parentalité, l'indépendance du logement, l'accès aux droits, l'inclusion numérique. L'objectif pour la collectivité est de bâtir un projet de territoire à partir d'un diagnostic partagé et de coordonner l'action des différents acteurs.

La CTG apporte une dimension stratégique qui ne dépendra pas uniquement des financements contractualisés. Dans sa mise en œuvre, elle apportera une harmonisation des politiques publiques dans le champ de la famille, en renforçant le partenariat entre les différents acteurs du territoire. Avec la CTG, les collectivités bénéficieront de « bonus » financier, dont les modalités de calcul restent à préciser. La CTG introduit également un changement majeur pour le financement des associations, car elles percevront directement les bonus de la CAF.

Depuis plusieurs mois, la Ville et la CAF ont collaboré étroitement pour construire cette CTG, avec une dimension stratégique et transversale, selon un processus d'élaboration en 3 étapes : un diagnostic partagé, un plan d'actions stratégiques et de développement ci joints, et la signature finale de la convention.

Signée sur une période de 5 ans, la CTG doit faciliter la programmation d'actions globales. Des avenants peuvent être signés pour les modifier ou les compléter le cas échéant. Avec la CTG, la collectivité territoriale signataire dispose d'un document cadre de référence où la complémentarité des interventions avec la CAF est mise en valeur.

Du point de vue de la CAF, la CTG doit répondre aux enjeux suivants :

- Favoriser l'articulation des politiques publiques et leur déclinaison sur les territoires
- Soutenir la prise de décision politique dans un contexte territorial en évolution tout en garantissant la continuité des engagements actuels et notamment les financements liés au CEJ.

Ses objectifs poursuivis sont :

- Territorialiser l'offre globale de service,
- Favoriser la coordination avec les collectivités territoriales,
- Donner du sens et gagner en efficience,
- Impulser des projets prioritaires en favorisant les complémentarités,
- Garantir la complémentarité des interventions des différents acteurs présents sur le territoire et renforcer leur lisibilité : il s'agit d'apporter aux familles des réponses efficaces et adaptées, en mutualisant les moyens.

Du point de vue de la Ville, la CTG doit permettre de :

- Coproduire un projet territorial adapté aux évolutions des besoins et des attentes des habitants et des usagers clermontois,
- Couvrir tout le territoire, en spécifiant les quartiers « Politique de la Ville » (QPV) et les territoires de vigilances hors QPV,

- Consolider le maillage partenarial avec les acteurs associatifs et institutionnels,
- Sécuriser les financements des projets en cours et de nouvelles actions.

A cet effet, le plan d'action, ainsi que le principe de gouvernance décrit ci après, est joint à la délibération.

En résumé, le plan d'action stratégique CTG élaboré, avec la CAF et les directions concernées de la Ville, pour une durée de 5 ans présente 3 axes, 8 objectifs opérationnels et 15 actions transversales déclinées (plan d'actions plus précisément présenté ci-joint).

Les 3 axes sont les suivants :

Axe 1 : une ville bienveillante : proposer la même offre de services à tous les habitants clermontois

3 objectifs : harmoniser les conditions d'accueil, renforcer l'offre de services et les actions dans les structures d'accueil, proposer des lieux de cohésion sociale.

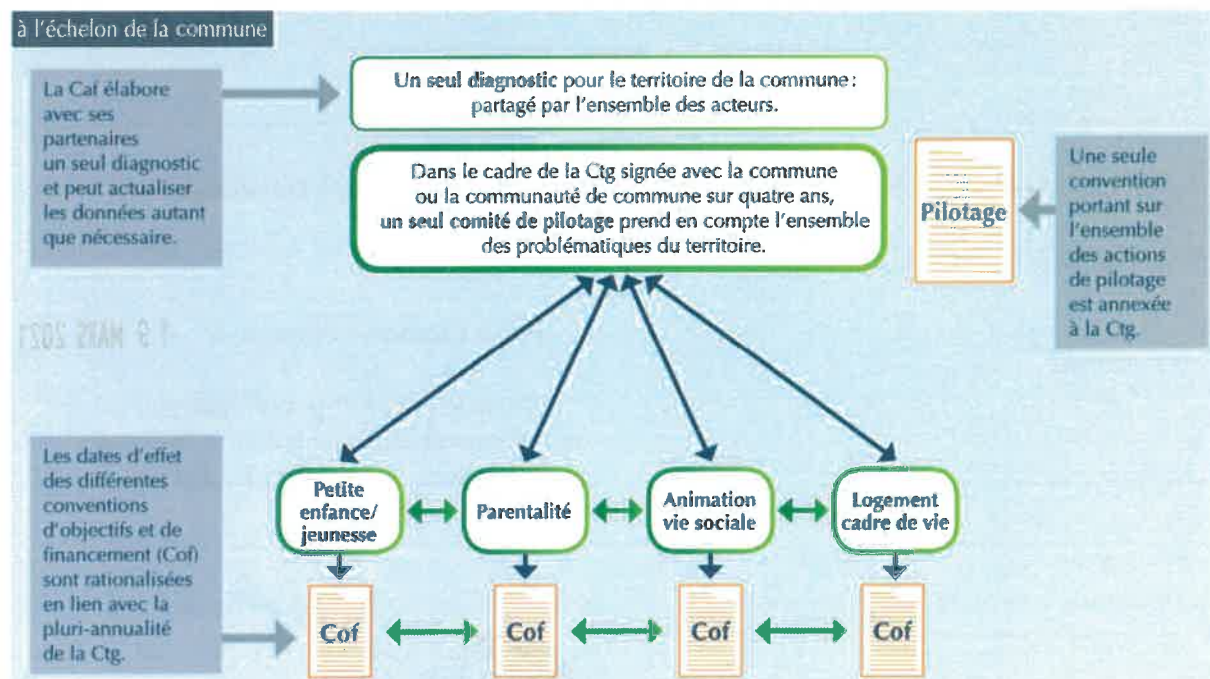
Axe 2 : une ville inclusive pour tous : garantir l'accès aux services

2 objectifs : renforcer, les lieux de sociabilisation et les parcours d'accompagnement, favoriser l'accès aux droits et l'intégration universelle.

Axe 3 : une ville épanouissante : diversifier durablement l'offre d'accompagnement pour chacun

3 objectifs : accompagner les parents, garantir le développement personnel tout au long de la vie, assurer la mise en œuvre de partenariats transversaux.

#### - Les démarches, le plan d'action et la gouvernance :



- **1 Comité de pilotage**
  - Membres : Elus, DG, Directions et experts Ville et CAF
  - 1 réunion par an
- **1 Comité technique**
  - Membres : Directions et techniciens Ville et CAF
  - 2 réunions par an
- **1 Comité de coordination / groupe projet Ville-CAF**
  - Membres : Experts Ville et CAF
  - 2 réunions par an, à intercaler avec les COTECH

**- Le soutien financier de la CAF :**

A minima, le financement sera le même montant que celui du CEJ, soit une recette attendue d'1,6 million d'euros annuel. Ce montant sera précisé et définitivement arrêté par la CAF au moment de la signature de la CTG. Pour les nouvelles actions, il est attendu un système de bonus financier supplémentaire, recalculé par la CAF en fonction du public ciblé et du territoire d'implantation.

Il est important de préciser que de nouvelles modalités vont être mises en œuvre pour le financement des associations concernées (petite enfance, enfance, jeunesse au moins de 18 ans pour la CAF...) qui recevront directement de la CAF les subventions CTG.

En conséquence et compte-tenu de son intérêt, il vous est proposé, en accord avec votre commission, d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs et de financements de la CTG pour la période de 2021- 2025, les actes et les pièces y afférents, ainsi que les avenants proposés par la CAF pendant cette période et d'en encaisser les recettes correspondantes.

## **DELIBERATION**

Après en avoir délibéré, les propositions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **19 MARS 2021**

Pour le Maire et par délégation,  
l'Adjointe chargée de la Petite Enfance,  
l'Enfance, Jeunesse et Education

  
 Cécile AUDET





# PLAN D' ACTIONS 2021-2025

## Convention Territoriale Globale

entre la Ville de Clermont-Ferrand  
et la Caisse d'Allocations Familiales du Puy-de-Dôme

Janvier 2021





*Conception Ville de Clermont-Ferrand / Direction de la Petite Enfance / Service Développement des Projets et Partenariats  
Crédits photographiques Ville de Clermont-Ferrand / Instagram @villedeclermontfd / Facebook @villedeclermontferrand  
Edition du 1er février 2021*

## **Plan d'actions 2021/2025**

### **Vision/Finalité :**

***Clermont-Ferrand, une ville solidaire pour les jeunes clermontois et leurs parents, à l'écoute et en soutien de leurs besoins et de leurs attentes, pour nous permettre de partager et de mieux vivre ensemble.***

### **Enjeu :**

***Des services adaptés aux familles, accessibles sur l'ensemble du territoire, et capables d'évoluer en fonction des besoins des habitants.***

### ***Axe 1 : UNE VILLE BIENVEILLANTE : Proposer à tous et partout les mêmes services***

#### **Objectif opérationnel 1-1 : harmoniser les conditions d'accueil**

ACTION 1 : Partager une culture commune de l'accueil (information, orientation)

ACTION 2 : Enclencher une démarche qualité (accompagnement des publics tout au long de l'action)

#### **Objectif opérationnel 1-2 : Renforcer l'offre de services et les actions dans les structures d'accueil**

ACTION 3 : Développer des actions passerelles petite enfance et enfance (0 à 6 ans) : Ecole-Eaje/SAF-Laep-Ram-SMAP-ALSH...

ACTION 4 : Renforcer l'attractivité des lieux ressources pour les habitants : le centre social, l'espace de vie sociale

#### **Objectif opérationnel 1-3 : Proposer des lieux de cohésion sociale**

ACTION 5 : Favoriser le lien social

ACTION 6 : Coconstruire avec les habitants leur cadre de vie

### ***Axe 2 : UNE VILLE INCLUSIVE (POUR TOUS) : Garantir l'accès aux services***

#### **Objectif opérationnel 2-1 : Renforcer les lieux de socialisation et les parcours d'accompagnement**

ACTION 7 : Accroître l'accueil en « petite enfance » et en « enfance »

ACTION 8 : Démultiplier les actions pour la réussite éducative des enfants et des jeunes

### **Objectif opérationnel 2-2 : Favoriser l'accès aux droits et l'intégration universelle**

ACTION 9 : Encourager et privilégier l'inclusion des publics particuliers et singuliers

ACTION 10 : Bâtir un socle commun pour une alimentation qualitative dès la petite enfance

### ***Axe 3 : UNE VILLE ÉPANOUISSANTE : Diversifier durablement l'offre d'accompagnement pour chacun***

#### **Objectif opérationnel 3-1 : Accompagner les parents**

ACTION 11 : Construire les conditions nécessaires à l'exercice d'une parentalité effective

#### **Objectif opérationnel 3-2 : Garantir le développement personnel tout au long de la vie**

ACTION 12 : Soutenir la continuité des démarches éducatives et culturelles de la petite enfance à la jeunesse

ACTION 13 : Élaborer un programme municipal de promotion et de prévention en santé publique

#### **Objectif opérationnel 3-3 : Assurer la mise en oeuvre de partenariats transversaux**

ACTION 14 : Créer et consolider les collectifs et les réseaux

ACTION 15 : Soutenir les associations



## Axe 1 : UNE VILLE BIENVEILLANTE : Proposer à tous et partout les mêmes services

### Objectif opérationnel 1-1 : harmoniser les conditions d'accueil

#### ACTION 1 et 2 - Diagnostic initial

Enjeux de progrès CTG n°4 : Maintenir et renforcer les projets de centres sociaux et d'espaces de vie sociale dans les QPV / n°8 : Développer les conditions et la capacité d'accueil en milieu scolaire et périscolaire / n°19 : Harmoniser les conceptions d'accueil et de communication

Le diagnostic partagé met en évidence la nécessité de renforcer les modalités d'accueil du public, et particulièrement des parents. Actuellement différentes formes d'accueil sont proposées au public : accueil généralisé, accueil spécialisé, pré-accueil, front office, back office, guichet unique, kiosque internet, service en ligne, antenne décentralisée, espace de vie sociale, permanence administrative...

Nous sommes face à un système complexe dont tous les composants ne sont pas automatiquement connectés entre eux, et au sein duquel le circuit de l'information n'est pas toujours fluide. L'information étant perpétuellement en mouvement, il est donc nécessaire de mettre en œuvre une mission collaborative pour clarifier notre système, élaborer un nouveau modèle partagé d'accueil et d'information, et construire des outils de communication adaptés aux particularités des publics ciblés.

#### Public cible

Les habitants, les partenaires

#### Description des actions / Échéances

ACTION 1 : Partager une culture commune de l'accueil (information, orientation)		CALENDRIER				
Action 1 : Mission Accueil Information Mobilisation Orientation + déclinaison C : Créer des outils et des moyens pour communiquer (PEV E n°2 Action 11) + Action 16 : Promouvoir les actions Ville par une communication adaptée en direction des publics les plus éloignés.		2021	2022	2023	2024	2025
A- Mettre en place un groupe de travail	1-A					
B- Créer un référentiel commun d'accueil	1-B					
C- Formaliser un plan de communication transversal	1-C					
D- Constituer un réseau d'information dynamique en interaction avec les partenaires	1-D					
ACTION 2 : Enclencher une démarche qualité (accompagnement des publics tout au long de l'action)		CALENDRIER				
Action 2 : Formations des acteurs personnels pour assurer un accueil de qualité des moins de 3 ans à l'école + Action 3 : Dématérialisation des pointages + Action 4 : Promotion de la qualité des projets d'animation		2021	2022	2023	2024	2025
A- Mettre en place une démarche qualité (accompagnement de l'usager, dématérialisation, guichet virtuel...)	2-A					
B- Rendre visible la démarche qualité	2-B					
C- Formation des agents d'accueil et d'animation du personnel	2-C					

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Pilotage de l'action	Moyens mobilisés
<u>Pilote :</u> Action 1 : Responsable Service Développement des projets et partenariats (DPE) et Directeur adjoint de l'Enfance - politiques éducatives transversales (DE) Action 2 : Chef du service des loisirs (DE) <u>Instance de suivi :</u> Comité de coordination CTG	<u>Moyens humains :</u> Professionnels Ville et CAF <u>Moyens financiers :</u> Ville, financements mobilisables Caf ou autre partenaire (Cnfpt...)
Indicateurs d'évaluation	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Évaluation de la qualité de l'accueil auprès des usagers</li> <li>○ Nombre d'outils de gestion et de communication créés et utilisés</li> <li>○ Évaluation de la pertinence des supports de communication par les utilisateurs</li> <li>○ Nombre d'agents formés par catégorie de formation</li> <li>○ Taux d'évolution des accueils : nombre d'accueils ayant évolué après formation / nombre d'accueil ayant bénéficié de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Améliorer la qualité de l'accueil et l'orientation des publics</li> <li>○ Faire connaître les différents lieux d'accueil, de services et de ressources</li> <li>○ Perfectionner les inscriptions pour mieux préparer la rentrée scolaire, et les périodes de vacances (anticipation, fluidification des inscriptions sur plusieurs mois...)</li> </ul>

### Objectif opérationnel 1-2 : Renforcer l'offre de services et les actions dans les structures d'accueil

#### ACTION 3 - Diagnostic initial

**Enjeux de progrès CTG n°8 : Développer les conditions et la capacité d'accueil en milieu scolaire et périscolaire / n°9 : Soutenir les familles en situation fragile**

Les échanges entre structures de la petite enfance ne sont pas très développés et jusqu'à présent la fréquentation de l'école exclut la fréquentation d'un EAJE. L'accueil des TPS pourrait être facilité si des continuités se tissent entre les établissements et si les familles peuvent sur une période transitoire, selon les besoins de l'enfant, avoir des temps sur chacune des structures, EAJE et école maternelle. Deux tiers des parents interrogés dans le cadre du PEVPE souhaitent pour leurs enfants que les lieux d'accueil de la « Petite enfance » organisent des rencontres avec les écoles maternelles, afin de faciliter l'immersion de leur enfant en maternelle. Dans la cadre d'un travail partenarial avec l'Éducation Nationale, et en collaboration avec la Direction de l'Enfance de notre Ville, des actions expérimentales favorisant la mise en œuvre de temps « classes passerelles » vont être menées conjointement sur des sites pilotes, pour arriver progressivement à des « classes passerelles » permanentes. Au regard des résultats des expérimentations, les actions seront étendues sur de nouveaux sites avec des équipes volontaires.

#### Public cible

ATSEM, animateur, enseignants, professionnels et bénévoles des structures « petite enfance » (EAJE, SAF, RAM, LAEP)  
 Jeunes enfants (0 à 6 ans)

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Description des actions / Échéances						
ACTION 3 : Développer des actions passerelles petite enfance et enfance (0 à 6 ans) : Ecole-Eaje/SAF-Laep-Ram-SMAP-ALSH...						
Action 5 : Passerelles petite enfance					CALENDRIER	
					2021	2022
A- Poursuivre et consolider le groupe de travail pour impulser réfléchir à des actions passerelles	3-A					
B- Développer les Toutes Petites Sections (TPS) en Maternelle	3-B					
C- Initier et développer des actions passerelles petite enfance	3-C					
D- Mettre en place sur Saint-Jacques et La Gauthière un concept de "pôle éducatif petite enfance"	3-D					
Pilotage de l'action		Moyens mobilisés				
Pilote : Chef du service des écoles (DE), en liaison avec IEN référent mission maternelle		Moyens humains : Professionnels Ville et CAF				
Instance de suivi : Groupe de travail 1 PEV et comité de pilotage PEV		Moyens financiers : Ville, CAF, Dispositif Contrat de Ville, appels à projets				
Indicateurs d'évaluation		Résultats attendus				
○ Nombre de temps « passerelle » et de projets réalisés ○ Taux de fréquentation des temps « passerelle » (nbre d'enfants participants / nbre d'enfants identifiés dans les lieux « petite enfance ») ○ Nombre d'entrées à l'école maternelle en cours d'année, dont les TPS ○ Diversité des acteurs impliqués dans les projets partenariaux		○ Renforcement de la connaissance des métiers de l'école et de la petite enfance ○ Amélioration de l'accueil des jeunes enfants en maternelle ○ Sécurisation des parents pour le passage de leur enfant à l'école				
ACTION 4 - Diagnostic initial						
Enjeu de progrès CTG n°4 : Maintenir et renforcer les projets de centres sociaux et d'espaces de vie sociale dans les QPV / n°20 : Assurer l'accès aux technologies de l'information et de la communication / n°21 : Réformer l'intervention sociale de proximité Dans le cadre du diagnostic social concerté sur le territoire Nord, la Direction du Développement Social et Urbain a identifié que le centre social doit être un lieu ressource pour les habitants, et particulièrement pour accompagner la fonction parentale. L'usage du numérique est la porte d'entrée choisie pour développer le concept de lieu ressource avec l'implication des habitants. Dans les autres territoires, en fonction des diagnostics sociaux concertés en cours ou à venir, les équipes des territoires questionneront, avec les habitants et les partenaires, la pertinence de mettre en œuvre une action équivalente. L'éducation aux cultures numériques interroge le numérique, axe majeur et structurant de la politique éducative, dans ses outils autant que ses usages.						
Public cible						
Les agents de la DDSU et les habitants ; ATSEM, animateur, enseignants, Enfants et jeunes de 3 à 17 ans						

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Description des actions / Échéances						
ACTION 4 : Renforcer l'attractivité des lieux ressources pour les habitants : le centre social, l'espace de vie sociale						
Action 6 : Le centre social, lieu ressource pour les habitants + Action 17 : Éduquer aux cultures numériques				CALENDRIER		
				2021	2022	2023
A- Faire connaître les lieux ressources et favoriser leur fréquentation	4-A					
B- Associer les instances de participations existantes ou à venir (comité usagers) dans la mise en œuvre des projets	4-B					
C- Impliquer les habitants dans l'animation des espaces d'accueil	4-C					
D- Maintenir une présence sur les réseaux sociaux en direction des jeunes (Promeneurs du Net, autres...) et construire avec eux des projets	4-D					
E- Développer le numérique grâce aux partenariats	4-E					
F- Poursuivre le déploiement de nouveau CS et/ou EVS (La Gauthière, quartier Sud)	4-F					
G- Réfléchir au déploiement de nouveaux CS ou EVS dans de nouveaux territoires identifiés	4-G					
Pilotage de l'action		Moyens mobilisés				
<u>Pilote</u> : Référent des centres sociaux (DDSU) <u>Instance de suivi</u> : À définir		<u>Moyens humains</u> : Professionnels Ville et CAF <u>Moyens financiers</u> : Ville, CAF, Métropole, Dispositif Contrat de Ville, appels à projets				
Indicateurs d'évaluation		Résultats attendus				
<ul style="list-style-type: none"><li>○ Nombre de projets mis en œuvre par type d'actions opérationnelles (A à G)</li><li>○ Nombre d'habitants et de partenaires sensibilisés, et actifs dans la promotion des lieux ressources</li><li>○ Nombre d'actions sur les usages numériques mis en place</li><li>○ Enquête de satisfaction auprès des habitants participants, et des acteurs ayant participé aux actions et aux projets</li></ul>		<ul style="list-style-type: none"><li>○ Un renforcement de l'attractivité des lieux ressources</li><li>○ Un accompagnement de qualité par des acteurs formés et en réseau</li><li>○ Une meilleure identification des besoins et des attentes des habitants, pour l'émergence de propositions de réponses complémentaires</li><li>○ Réduction de la fracture numérique en direction des habitants, par l'apprentissage et la transmission de pair-à-pair</li></ul>				

### Objectif opérationnel 1-3 : Proposer des lieux de cohésion sociale

#### ACTION 5 et 6 - Diagnostic initial

Enjeu de progrès CTG n°4 : Maintenir et renforcer les projets de centres sociaux et d'espaces de vie sociale dans les QPV / n°9 : Soutenir les familles en situation fragile / n°10 : Adapter le plan stratégique d'action en fonction des particularités des familles des territoires / n°15 : Proposer des loisirs sources d'épanouissement pour tous

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Dans le cadre du PEVPE, les acteurs de la petite enfance (professionnels et bénévoles) proposeront avec les parents de créer des liens vers d'autres structures, et d'autres dispositifs, pour permettre aux jeunes enfants de découvrir le monde extérieur, leur environnement proche, pour développer leur socialisation. Les parents souhaitent privilégier les rencontres interculturelles et intergénérationnelles, ainsi que les animations et activités festives. Le PEVE reconnaît clairement que les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants. Dans la continuité du travail engagé dans le champ de la petite enfance, il est donc nécessaire d'associer les parents à la vie de l'école afin de favoriser la réussite de leurs enfants. Il convient de pouvoir accompagner les parents, les familles les plus éloignées en facilitant les initiatives et en définissant des temps forts sur l'année. Le nouveau Centre Social Territoire Nord est construit par la fusion des anciens équipements de la CAF et de la Ville. Ce nouveau périmètre territorial bouscule le cadre social de chaque sous-quartier, et implique de construire une nouvelle appartenance sociale au territoire Nord. Nécessairement la question de l'appartenance sociale à un territoire se posera également dans la réalisation des diagnostics sociaux concertés sur les autres territoires de la Ville qui vont évoluer. Les équipes des centres sociaux devront impulser une dynamique de vivre ensemble et de renforcement du lien social, et réduire les freins à la cohésion sociale.

Dans le cadre du diagnostic social concerté, nous constatons que les habitants se considèrent parfois acteurs et parfois spectateurs de la transformation de leur territoire par l'urbanisation de la Ville et de leur habitat, sans comprendre systématiquement les enjeux de ces transformations urbaines ni la portée de ces changements à très long terme. Il est donc nécessaire de leur permettre de s'approprier ces changements pour en devenir acteurs, en tant qu'usager expert de leur territoire.

### Public cible

Jeunes enfants et parents, en ciblant particulièrement les parents les plus éloignés, et en secteurs REP+  
Tous les publics et les partenaires du Centre Social, Habitants, bénévoles et professionnelles du territoire

### Description des actions / Échéances

ACTION 5 : Favoriser le lien social							
Action 7 : Le lien social commence avant 3 ans + Action 8 : Des temps forts pour mieux vivre ensemble + action 11 : Favoriser la mixité sociale en accueil collectif de mineurs + action 9 : Vivre ensemble			CALENDRIER				
			2021	2022	2023	2024	2025
A-	Favoriser l'équilibre de la fréquentation des accueils de mineurs dans le sens de la mixité sociale et du vivre ensemble	5-A					
B-	Créer des actions de partage en famille par les échanges interculturels et intergénérationnels	5-B					
C-	Promouvoir et coordonner des actions de soutien à la Parentalité (type petits déjeuners des parents...) et d'autres activités partagées parents-enfants	5-C					
D-	Soutenir et développer les Lieux d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) associatifs	5-E					
E-	Proposer des temps forts pour mieux vivre ensemble	5-D					
ACTION 6 : Coconstruire avec les habitants leur cadre de vie							
Action 10 : Appropriation et Amélioration du cadre de vie + Végétalisation des cours d'école			CALENDRIER				
			2021	2022	2023	2024	2025
A-	Transformer les cours des écoles notamment par la végétalisation, puis d'autres espaces, en lieux de vie avec les usagers et les habitants	6-A					
B-	Favoriser le dialogue citoyen afin de faire émerger des initiatives de proximité (type budget participatif, Gestion Urbaine et Sociale de Proximité...)	6-B					

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Pilotage de l'action	Moyens mobilisés
<p><u>Pilote :</u>            Action 5 : Référent des centres sociaux (DDSU) et Directeur adjoint de l'Enfance - politiques éducatives transversales (DE)            Action 6 : Référent des centres sociaux (DDSU) et Chef du service des loisirs (DE)  <u>Instance de suivi :</u> Groupe de travail Parentalité du PEV + Comité de coordination CTG  <u>Autres Partenaires et collaborateurs :</u> Les représentants des comités d'usagers, Éducation Nationale, DDSU - Centres Sociaux, DE, DPE, CCAS, Milles Formes, partenaires associés aux actions</p>	<p><u>Moyens humains :</u> Professionnels Ville et CAF  <u>Moyens financiers :</u> Mobilisation du dispositif REAAP, PS Centre social, dispositifs Contrat de Ville...</p>
Indicateurs d'évaluation	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Taux de mixité sociale des publics</li> <li>○ Nombre de projets, d'actions, d'activités, mis en œuvre par type d'actions opérationnelles (A-G)</li> <li>○ Taux de fréquentation des actions par types de participants (nbre participants / nbre identifiés préalablement)</li> <li>○ Taux de partenaires impliqués dans l'action (actifs / pressentis) et mesure de leur satisfaction</li> <li>○ Évaluation des associations gestionnaires de LAEP, et de l'évolution du nombre d'heures d'ouverture</li> <li>○ Évaluation partagée sur l'évolution du cadre de vie et l'occupation de l'espace public avec les partenaires et les habitants participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Augmentation de la fréquentation des lieux accueillant parents et enfants</li> <li>○ Développement des espaces ressources pour les parents</li> <li>○ Création de liens fédérateurs entre les habitants</li> <li>○ Sensibilisation des habitants-usagers dans le fonctionnement d'un centre social en leur reconnaissant une expertise d'usage</li> <li>○ Amélioration de l'image de chaque territoire</li> </ul>



## Axe 2 : UNE VILLE INCLUSIVE (POUR TOUS) : Garantir l'accès aux services

### Objectif opérationnel 2-1 : Renforcer les lieux de socialisation et les parcours d'accompagnement

#### ACTION 7 - Diagnostic initial

Enjeu de progrès CTG n°2 : Anticiper les besoins de la population en augmentation/ n°3 : Augmenter la capacité d'accueil de la petite enfance et des écoles / n°7 : Ouvrir de nouvelles places d'accueil en petite enfance / n°8 : Développer les conditions et la capacité d'accueil en milieu scolaire et périscolaire

La Ville a un niveau d'équipement en petite enfance de 20 places pour 100 enfants de moins de 3 ans (dont 13,5/100 en crèches publiques), qui est un taux moyen par rapport aux Villes de même dimension. La mixité sociale globale est cependant en évolution avec des disparités d'un EAJE à un autre, avec une meilleure mixité sociale depuis le passage en PSU. Une attention particulière est portée également sur la mixité dans les EAJE associatifs et les LAEP. La répartition de l'offre municipale est non équilibrée par rapport au territoire, et n'est plus adéquate avec les transformations urbaines et l'évolution des demandes des parents.

Dans les écoles, il n'existe pas d'aménagements spécifiques liés à l'accueil des enfants de moins de 3 ans, alors qu'ils ont des besoins bien particuliers. Il s'agit ici créer les conditions d'une meilleure utilisation de l'espace pour les petits, de développer dans la mesure du possible des accueils spécifiques, de favoriser un temps de goûter dans le calme et un certain confort pour les enfants. A contrario, la notion du temps des vacances et de loisirs n'est pas marquée, car la grande majorité des accueils de loisirs extrascolaires se déroule dans des écoles. Pour atténuer cette antinomie, la ville développe depuis 5 ans, des accueils de loisirs innovants (École d'architecture, École d'art, musée...).

#### Public cible

Jeunes enfants (0 à 6 ans) et leurs parents, TPS et les adultes les encadrant

#### Description des actions / Échéances

##### ACTION 7 : Accroître l'accueil en « petite enfance » et en « enfance »

*Action 12 : Développement de l'accueil en « petite enfance » + Action 13 : L'accueil à partir de 2 ans en milieu scolaire et extrascolaire / Déclinaison A : Etablir un diagnostic et prévoir une adaptation des locaux pour les 2 ans ( pev2 axe1) + Déclinaison B : Pour l'accueil périscolaire, penser un accueil spécifique et adapté aux 2-6 ans pour le matin et les moments de goûters (PEV E n°2 Action 4) + Action 14 : Développer l'offre des accueils de loisirs extrascolaires hors des écoles*

		CALENDRIER				
		2021	2022	2023	2024	2025
A-	Développer l'accueil en « petite enfance » (extension des modes d'accueil individuel et collectif, création d'EAJE inscrits dans le Schéma Directeur Petite Enfance : Pélissier, Centre Ville, Chanteranne)	7-A				
B-	Couvrir tout le territoire et harmoniser l'offre de service Relais Petite Enfance	7-B				
C-	Établir un diagnostic et prévoir une adaptation des locaux à l'âge des enfants	7-C				
D-	Pour l'accueil périscolaire, penser un accueil spécifique et adapté aux 2-6 ans pour le matin et les moments de goûters	7-D				
E-	Poursuivre le développement qualitatif de l'offre d'accueil (EAJE, ACM)	7-E				

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Pilotage de l'action	Moyens mobilisés
<p><u>Pilote</u> : Chef du service des écoles (DE) et Responsable du Service Moyens Généraux et Finance &amp; Responsable Service Information Orientation (Alternance en fonction des dossiers) (DPE)</p> <p><u>Instance de suivi</u> : Groupe de travail 1 du PEV</p> <p><u>Autres Partenaires et collaborateurs</u> : Associations gestionnaires d'EAJE et de LAEP IEN maternel, CEMEA</p>	<p><u>Moyens humains</u> : Professionnels Ville et CAF</p> <p><u>Moyens financiers</u> : PSU avec Bonus, soutien à l'investissement, fond d'investissement CAF 63</p>
Indicateurs d'évaluation	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Taux de places en établissements publics / 100 enfants</li> <li>○ Taux d'évolution des capacités d'accueil (nombre total par an / nombre total en 2020)</li> <li>○ Nombre d'aménagements adaptés aux moins de 6 ans réalisés</li> <li>○ Nombre de TPS accueillies</li> <li>○ Évaluation de l'évolution des projets de structure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Augmentation du nombre de places en petite enfance, et donc diminution du nombre de demandes de place en attente</li> <li>○ Amélioration de l'accueil des enfants et de leur famille</li> <li>○ Amélioration du comportement des enfants au quotidien</li> </ul>

ACTION 8 - Diagnostic initial
<p><b>Enjeu de progrès CTG n°4 : Maintenir et renforcer les projets de centres sociaux et d'espaces de vie sociale dans les QPV / n°14 : Consolider les parcours éducatifs / n°16 : Favoriser le développement d'une politique jeunesse singulière</b></p> <p>Dans le cadre du diagnostic social concerté, il est apparu essentiel que les jeunes devaient être accompagnés vers un parcours d'insertion professionnelle, ou conforter dans leur parcours, et notamment pour le public jeune féminin et jeune adolescent. Il est mis en évidence que l'implication de leur famille renforce leur réussite éducative. Les personnes peu diplômées sont très représentées au sein des QPV Clermontois. Dans le quartier Nord, on observe des différences significatives en termes d'orientation post classe de 3<sup>e</sup>, et la part des 16-24 ans non scolarisés est le double de celle du reste de la commune. Cette analyse d'inégalité de réussite scolaire a été faite également antérieurement par les équipes DDSU sur les différents territoires, et par les professionnels impliqués dans le dispositif Contrat de Ville et le dispositif de réussite éducative.</p> <p>Pour renforcer cet accompagnement, la Ville a présenté sa candidature pour le programme des cités éducatives. Ce programme interministériel vise à intensifier les prises en charge des enfants et jeunes de 3 à 25 ans avant, pendant, autour et après l'École. Portée par la collectivité et en lien avec la Préfecture et la direction académique, la cité éducative doit élaborer puis faire vivre, dans le cadre d'une alliance éducative élargie, un projet porteur d'une ambition forte en direction des enfants et des jeunes.</p>
Public cible
<p>Enfants à partir de 3 ans, adolescents, jeunes et leurs parents ; les adultes encadrant les différents publics</p>

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Description des actions / Échéances											
ACTION 8 : Démultiplier les actions pour la réussite éducative des enfants et des jeunes							CALENDRIER				
										2021	2022
Action 15 : La réussite éducative des jeunes + DRE + Cités éducatives + CLAS											
A-	Recenser les dispositifs existants et identifier les besoins des jeunes						8-A				
B-	Proposer une offre coordonnée pour améliorer l'accompagnement scolaire collèges et lycées en s'inscrivant dans un réseau éducatif						8-B				
C-	Valoriser les réussites des jeunes et impliquer les parents dans le parcours de leurs enfants						8-C				
D-	Prolonger l'action DEMOS						8-D				
E-	Déployer la démarche de labellisation "cités éducatives" (Quartier Politique de la Ville, REP+)						8-E				
Pilote de l'action							Moyens mobilisés				
<u>Pilote</u> : Chargé de mission Dispositif de réussite éducative (DE) et référent Jeunesse (DDSU) <u>Instance de suivi</u> : Comité DRE <u>Autres Partenaires et collaborateurs</u> : Éducation Nationale, CEMEA, PARQ ADSEA, École de la 2ème Chance, Institut des Métiers, Associations.							<u>Moyens humains</u> : Professionnelles Ville et CAF				
							<u>Moyens financiers</u> : PS Centre social, CLAS et aides complémentaires, dispositifs (DRE, REAAP, Contrat de ville...)				
Indicateurs d'évaluation							Résultats attendus				
<ul style="list-style-type: none"><li>○ Nombre d'actions réalisées</li><li>○ Nombre de participants (public cible) par action</li><li>○ Évolution du niveau d'implication des parents dans les actions, et au sein des établissements scolaires</li><li>○ Progression scolaire des publics</li></ul>							<ul style="list-style-type: none"><li>○ Modernisation de l'offre éducative.</li><li>○ Renforcement du partenariat</li><li>○ Augmentation des situations de réussite de jeunes</li><li>○ Réappropriation par les parents de l'accompagnement de leur enfant</li></ul>				
Objectif opérationnel 2-2 : Favoriser l'accès aux droits et l'intégration universelle											
ACTION 9 - Diagnostic initial											
Enjeu de progrès CTG n°8 : Développer les conditions et la capacité d'accueil en milieu scolaire et périscolaire / n°10 : Adapter le plan stratégique d'action en fonction des particularités des familles des territoires / n°17 : S'engager dans la mise en œuvre de la charte d'accessibilité universelle. Chaque enfant doit pouvoir trouver sa place, quel que soit son handicap, dès sa naissance. Dans la continuité de l'école inclusive, les accueils de loisirs doivent permettre un accueil de qualité aux enfants en situation de handicap. Les enfants issus des populations migrantes et donc souvent allophones, de part leur domiciliation qui dépend leur statut (réfugié, demandeur d'asile, etc.), se trouvent principalement scolarisés à l'école V. DURUY (les hébergements temporaires se trouvent dans le secteur de l'école) ce qui entraîne une											

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

concentration de difficultés néfastes à des conditions d'accueil, sociales et pédagogiques correctes. De plus, l'école est de plus en plus stigmatisée avec une volonté d'évitement de certaines familles du secteur scolaire. Les équipes éducatives et d'animation rencontrent de plus en plus de difficultés à accompagner ces élèves dans leurs apprentissages.

### Public cible

Enfants et jeunes porteurs de handicap et/ou migrants, parents, professionnels.

### Description des actions / Échéances

ACTION 9 : Encourager et privilégier l'inclusion des publics particuliers et singuliers		CALENDRIER				
<i>Action 19 : INCLUSION DES PUBLICS PARTICULIERS + déclinaison A : FAVORISER L'ACCUEIL DES ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP DANS LES ACCUEILS DE MINEURS + déclinaison B : Le handicap, un accueil individualisé, avec un accompagnement des professionnels(elles) (PEVPE AXE 3.2.1 à 3.2.2), Être acteur de la charte de la Ville (PEVPE AXE 3.2.3) + déclinaison C : Redéfinir les secteurs scolaires et renforcer la mixité sociale en veillant à l'intégration des élèves issus de toutes les populations et notamment migrante</i>		2021	2022	2023	2024	2025
A-	Constituer un groupe de travail autour de l'accueil des enfants porteurs de handicaps / migrants	9-A				
B-	Proposer des formations aux professionnels sur l'accueil des enfants porteurs de handicaps / migrants	9-B				
C-	Redéfinir les secteurs scolaires et renforcer la mixité sociale en veillant à l'intégration des élèves issus de toutes les populations, et notamment migrants	9-C				
D-	Mettre en place avec l'Éducation Nationale, et en collaboration avec les partenaires et les associations, un accueil adapté aux particularités des publics et réparti sur la Ville	9-D				

### Pilotage de l'action

Pilote : Directrice EAJE Montferrand (DPE ) et Coordonnateur Projet Éducatif Ville et École Inclusive (DE)

Instance de suivi : Comité de coordination CTG

Autres Partenaires et collaborateurs : IEN, Directeur.trice.s d'écoles, acteurs sociaux institutionnels ou associatifs (ex : ANEF, Collectif Pauvreté Précarité, etc.), Mission périmètres et population scolaires, chargés de mission Politiques éducatives transversales, Service des Loisirs (Responsable + GP + RAL concernés), Service des Écoles (Responsable), Cellule de suivi des effectifs, MDPH, CAF, DALHIR

### Moyens mobilisés

Moyens humains : Professionnels Ville et CAF

Moyens financiers : Ville, CAF, État

### Indicateurs d'évaluation

- Taux des EAJE/SAF/ALSH accueillant des enfants en situation de handicap/Migrant
- Nombre d'enfants en situation de handicaps accueillis
- Nombre d'enfants scolarisés issus des populations migrantes et/ou allophones

### Résultats attendus

- Développement de parcours de suivi des enfants à besoin particulier.
- Une meilleure répartition des enfants issus des populations migrantes et/ou allophones sur le territoire.
- Amélioration de la mixité sociale dans les écoles.

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

<b>ACTION 10 - Diagnostic initial</b>					
<b>Enjeu de progrès CTG n°6 : Appréhender la santé comme pierre angulaire de l'existence / n°8 : Développer les conditions et la capacité d'accueil en milieu scolaire et périscolaire</b> <b>Intégrer une alimentation durable et raisonnée dans la fabrication des repas. Sensibiliser les enfants au goût, en incluant une pédagogie lors de la prise des repas.</b> <b>Même si des efforts sont réalisés, on constate qu'il y a encore du gaspillage alimentaire sur les restaurants scolaires.</b>					
<b>Public cible</b>					
Enfants et jeunes de 0 à 17 ans fréquentant un établissement de la Ville avec une prestation repas, les professionnels encadrant les enfants pendant le temps du repas et les personnels de productions					
<b>Description des actions / Échéances</b>					
ACTION 10 : Bâtir un socle commun pour une alimentation qualitative dès la petite enfance					
<i>Action 20 : Une Alimentation durable + Déclinaison A : A : Favoriser les conditions du temps de repas (PEV E n°2 Action 5) + Déclinaison B de l'action de l'action 2.4 .4 / créer un groupe de travail inter- métier pour améliorer et valoriser la prestation alimentaire" + Action B : Promouvoir une alimentation saine pour tous dès la petite enfance (PEVPE AXE 5.1.1 à 5.1.3)</i>					CALENDRIER
					2021 2022 2023 2024 2025
A- Conforter l'amélioration des conditions du temps de repas	10-A				
B- Étendre les domaines de réflexion du groupe de travail intermétiers pour accroître le champ d'intervention (Plateforme AURA, fourniture de repas des EAJE et d'autres établissements...)	10-B				
C- Continuer à agir pour une alimentation durable et raisonnée	10-C				
<b>Pilotage de l'action</b>		<b>Moyens mobilisés</b>			
<u>Pilote</u> : Diététicienne (DE) <u>Instance de suivi</u> : Groupe de travail Enfance <u>Autres Partenaires et collaborateurs</u> : DPE, Directeur.trice.s d'écoles, DE (Service des Loisirs, Service des Écoles, Cellule de suivi des effectifs), MDPH, CAF, DALHIR		<u>Moyens humains</u> : Professionnels Ville et CAF <u>Moyens financiers</u> : Ville, CAF			
<b>Indicateurs d'évaluation</b>		<b>Résultats attendus</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Évolution du champ d'intervention</li> <li>○ Évaluation qualitative des repas</li> <li>○ Suivi des approvisionnements raisonné et qualitatif.</li> <li>○ Suivi journalier du gaspillage alimentaire.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Amélioration des repas</li> <li>○ Production de repas respectueux de l'environnement</li> <li>○ Éducation de l'enfant au goût, aux produits de saison.</li> <li>○ Réduction des déchets.</li> </ul>			

## Axe 3 : UNE VILLE ÉPANOUISSANTE : Diversifier durablement l'offre d'accompagnement pour chacun

### Objectif opérationnel 3-1 : Accompagner les parents

#### ACTION 11 - Diagnostic initial

Enjeu de progrès CTG n°9 : Soutenir les familles en situation fragile / n°18 : Renover nos conceptions d'accompagnement de la parentalité

Au travers de la concertation des parents lors de la construction du PEV Petite Enfance, les parents ont exprimé leur insatisfaction par rapport au regard que les professionnels portent sur eux. Ils ont clairement exprimé leur volonté d'être considéré en tant qu'éducateur premier de leur enfant, et non comme des parents apprenants. Selon les situations éducatives, nous constatons effectivement qu'ils peuvent être considérés comme des parents légitimes ou des parents défaillants. Mais leur demande porte bien sur un besoin d'accompagnement dans leur fonction de parent, sans jugement. Dans cette notion d'accompagnement de la parentalité, il est crucial de faire évoluer collectivement nos représentations pour permettre aux parents de vivre une « parentalité effective ». Un des 4 axes majeurs du PEV 2 est de renforcer le lien auprès des parents et en particulier avec ceux les plus éloignés de l'école. L'accès à l'information constitue un enjeu important. Dans cette perspective le repérage des ressources disponibles aux parents, et l'amélioration de leur visibilité, doit permettre de faciliter leurs démarches. En prolongement, le projet des Centres Sociaux conduit un travail sur le sens de l'engagement des parents et de leurs enfants, et leur implication dans leur réussite éducative. Pour concrétiser cette réflexion, des actions collectives de prévention autour des enjeux de la parentalité seront proposées dans chaque territoire. Dans cette perspective, les infirmières scolaires municipales effectuent des bilans de santé pour les enfants de PS/MS-CP et CE2 dans les écoles et peuvent dépister des enfants en surpoids/obésité. Parler de surpoids/obésité n'est pas facile et les parents sont souvent démunis et demandeurs de conseils. Le diagnostic des besoins en matière de santé, réalisé auprès des directeurs d'écoles et de centre de loisirs sur le dernier trimestre de 2019 par les infirmières du service Santé et Prévention Infantile, mission promotion de la santé et portage de projets, met en évidence de nombreux besoins d'accompagnement et de soutien des parents.

#### Public cible

Enfants, jeunes, parents, accompagnants

#### Description des actions / Échéances

ACTION 11 : Construire les conditions nécessaires à l'exercice d'une parentalité effective		CALENDRIER				
Action 21 : La parentalité effective + déclinaison A : Une coéducation réussie en élaborant des actions concertées (PEVPE AXE 3.1.1 à AXE 3.1.2), Approfondir les liens entre les professionnels et les parents (PEVPE AXE 3.3.1) + déclinaison B : Prévention parentalité + Action 22 : Liens parents / enfants + déclinaison B de l'action 3.1.4 /Inventorier les ressources d'information sur la parentalité et les mettre à disposition + Action 23 : Parentalité et santé + déclinaisons A : Suite aux bilans de santé effectués à l'école, accompagner et conseiller les parents d'élèves d'enfants en surpoids ( action nouvelle) + déclinaison B : Mise en place d'instant parents par les infirmières du service santé, prévention infantile		2021	2022	2023	2024	2025
A- Accompagner toutes les familles au quotidien en prenant en compte chaque évènement qui bouleverserait l'équilibre familial	11-A					
B- Valoriser les parents dans leur rôle éducatif en étant impliqués dans des actions de coéducation	11-B					
C- Déployer sur toute la ville les actions enfants-parents, entre parents, entre familles : LAEP, Café des parents, Instant parent santé, activités partagées en famille...	11-C					
D- Renforcer les compétences parentales avec des actions de préventions : semaine de la parentalité, programme santé, café des parents...	11-D					
E- Inventorier et diffuser les ressources d'information sur la parentalité	11-E					



## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Pilotage de l'action	Moyens mobilisés
<p><u>Pilote</u> : Educatrice de Jeunes Enfants / Accueillante LAEP La Gauthière (DPE) et Directeur adjoint de l'Enfance - politiques éducatives transversales (DE)</p> <p><u>Instance de suivi</u> : Groupe de travail 2 – Parentalité PEV</p> <p><u>Autres Partenaires et collaborateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Collectifs DRE (Dispositif Réussite Éducative)</li> <li>○ Éducation Nationale</li> <li>○ Associations et acteurs impliqués dans cette thématique</li> <li>○ Conseil Départemental / PMI</li> </ul>	<p><u>Moyens humains</u> : Professionnels Ville et CAF</p> <p><u>Moyens financiers</u> : Centre social, Ville, Contrat de Ville, REAAP, CLAS, FPH</p>
Indicateurs d'évaluation	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Taux d'efficience : nombre d'actions-outils-formations-rencontres évaluées ayant produit des résultats pertinents / nombre mis en oeuvre</li> <li>○ Nombre de participants impliqués : parents, enfants, partenaire</li> <li>○ Taux d'opérationnalité d'actions parentale en milieu scolaire / nombre d'actions prévues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Enrichissement des relations familles/professionnels, et intrafamilial</li> <li>○ Amélioration de l'information et de l'orientation des familles</li> <li>○ Augmentation de la mise en place d'activités spécifiques favorisant les temps d'échange parents/enfants et entre les familles</li> <li>○ Meilleure prise en compte des parents</li> </ul>

### Objectif opérationnel 3-2 : Garantir le développement personnel tout au long de la vie

#### ACTION 12 - Diagnostic initial

**Enjeu de progrès CTG n°15 : Proposer des loisirs sources d'épanouissement pour tous / n°16 : Favoriser le développement d'une politique jeunesse singulière**

Le PEVPE nous enseigne que les parents veulent principalement des activités qui contribuent au développement de l'enfant. Les activités culturelles et en lien avec la nature sont privilégiées par deux tiers des parents. Les parents pensent qu'il faudrait augmenter l'offre concernant l'art et la culture, et même créer une nouvelle offre. Ils veulent que leurs enfants assistent à des spectacles jeunes publics, mais pas nécessairement régulièrement. Les parents souhaiteraient pouvoir participer à des événements culturels et festifs dans la Ville. Dans le champ de la petite enfance, la vision du jeune enfant a été transformée grâce au travail de la Ville de Clermont-Ferrand, en partenariat avec le Centre Pompidou, pour la construction du centre d'initiation à l'art « Mille formes ». Aujourd'hui, les acteurs culturels et artistiques sont conscients que leurs activités doivent s'étendre à ce nouveau public, et que leurs parents sont très demandeurs. La sensibilisation dès la prime enfance est peut-être le Graal de la quête de l'accès à la culture et à l'art pour tous. Concernant la gestion du rythme de vie de leurs enfants au sein des lieux d'accueil, les parents considèrent majoritairement que les équipes d'encadrants doivent accompagner l'enfant pour qu'il puisse s'adapter au rythme du groupe dans les moments de vie quotidienne et les temps d'activités, tout en respectant le rythme de chaque enfant. La complexité des acteurs est de devoir à la fois gérer des collectifs d'enfants, et à la fois prendre en compte la singularité de chaque enfant. Le collectif et l'individuel ne sont pas antinomiques. Ils sont deux composantes complémentaires

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

dans le processus de développement des enfants. Au sein des quartiers Politique de la Ville, les équipes des centres sociaux seront garantes d'impulser et de dynamiser une politique jeunesse sur le territoire, en promotionnant la culture et les loisirs pour le public jeune en lien avec l'éducation populaire					
Public cible					
Tout public					
Description des actions / Échéances					
ACTION 12 : Soutenir la continuité des démarches éducatives et culturelles de la petite enfance à la jeunesse					
<i>Action 24 : Des activités pour grandir, du temps pour grandir (PEVPE AXE 3.1. 3 à AXE 3.1.4) + déclinaison B : Soutenir les actions de promotion et de prévention pour un développement durable (PEVPE AXE 5.3.1) + Action 25 : La place de la jeunesse + Action 27 : Culture et loisirs pour tous + déclinaison B : Permettre aux enfants et à leurs familles de partager des moments d'émerveillement dans des espaces adaptés (PEVPE AXE 4.1.1 à 4.1.2), Désacraliser / démocratiser la culture (PEVPE AXE 4.2.1 à 4.2.2) + Parcours culturels + Mille Formes + Capitale européenne de la Culture 2028 + Cités éducatives</i>				CALENDRIER	
				2021	2022
A- Désacraliser / démocratiser la culture sous toutes ses formes avec Mille Formes, et dans le cadre de "Clermont Capitale Européenne de la Culture 2028"				2023	2024
B- Collaborer avec les acteurs culturels pour inclure les publics les plus éloignés (jeunes enfants, jeunes, familles)				2025	
C- Actualiser les projets éducatifs et pédagogiques des structures, et optimiser la gestion des rythmes					
D- Créer des espaces innovants et pérennes favorisant l'égalité fille/garçon					
E- Construire avec les jeunes leur place dans les actions des CS et des EVS					
Pilotage de l'action			Moyens mobilisés		
<u>Pilote</u> : Directrice Service d'Accueil Familial (DPE) et référent Jeunesse (DDSU) <u>Instance de suivi</u> : Comité de coordination CTG <u>Autres Partenaires et collaborateurs</u> : CAF, Associations, professionnels de la jeunesse, de l'insertion et du social, Éducation Nationale, PARQ ADSEA, Services de l'État, Directions de la Culture (Ville et Métropole), Équipes pluridisciplinaires DRE, Direction de l'Enfance (Ville)			<u>Moyens humains</u> : Professionnels Ville et CAF <u>Moyens financiers</u> : Centre social, Ville, Métropole, Appels à projets, Contrat de Ville, FPH, DRE, CAF... Atelier Santé Ville, ARS, ...		
Indicateurs d'évaluation			Résultats attendus		
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre d'actions et d'événements organisés par type d'actions opérationnelles (A à E)</li> <li>○ Nombre de participants par action</li> <li>○ Nombre de projets initiés par des jeunes et menés à terme</li> <li>○ Évaluation de la satisfaction des publics</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un renforcement de l'accessibilité des loisirs et de la culture pour l'ensemble des publics</li> <li>○ Une meilleure prise en compte des particularités des publics dans les actions</li> <li>○ Le développement des initiatives portées par les jeunes</li> <li>○ L'implication des parents dans la démarche de construction de l'offre de loisirs de leurs enfants</li> <li>○ Une consolidation du travail inter-secteurs Enfance Famille Jeunesse</li> </ul>		

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

ACTION 13 - Diagnostic initial					
<p><b>Enjeu de progrès CTG n°6 : Appréhender la santé comme pierre angulaire de l'existence / n°12 : Garantir l'accès aux soins pour construire son avenir durablement en bonne santé.</b></p> <p><b>Applicant un principe de précaution, la Ville de Clermont-Ferrand est vigilante sur l'évolution des normes, et reste en veille sur les résultats de la recherche sur les produits qui pourraient s'avérer à long terme présenter des risques potentiels pour la santé (perturbateur endocrinien, allergène, plastique d'emballage ...). Ce principe est appliqué également sur l'environnement des habitants, à la fois à l'intérieur de nos lieux d'accueil et à la fois à l'extérieur dans la ville.</b></p> <p><b>Suite à l'évaluation des déterminants de la santé des enfants dans les écoles publiques clermontoises, plus de 90 % des professionnels considèrent que la santé, le bien être et la réussite des enfants sont impactés par une forte exposition aux écrans. L'évaluation des déterminants de santé des enfants des écoles publiques de Clermont a pu mettre en évidence des problématiques autour de l'anxiété et du sentiment d'insécurité chez les enfants. Cette évaluation a mis en évidence la nécessité de réactualiser le programme "Ciboulette", créé par les infirmières scolaires municipales autour de l'alimentation : une alimentation saine et équilibrée participe à la santé, au bien-être des enfants et à leur réussite scolaire. Le PNNS4 lance de nouveaux objectifs qui seront pris en compte dans la réactualisation : développement durable et impact environnemental de l'alimentation. Dans cette continuité, la DDSU prévoit de sensibiliser les jeunes et les familles sur les enjeux de santé (individuel et collectif).</b></p>					
Public cible					
Jeunes enfants, enfants, adolescents, jeunes et leurs parents ; IDE et RAL					
Description des actions / Échéances					
ACTION 13 : Élaborer un programme municipal de promotion et de prévention en santé publique					
<i>Action 18 : La santé des jeunes + Action 26 : PROGRAMME PREVENTION SANTE + déclinaisons A : Créer un programme d'éducation à la santé sur les écrans sous forme de débats et d'échanges avec les enfants + déclinaisons B : Élaboration et mise en œuvre d'une formation « relaxation » pour les RAL à destination des enfants qu'ils côtoient + déclinaisons C : Réactualiser par le service prévention et santé infantile le programme « Ciboulette » autour de l'alimentation ( action nouvelle) / Action 2.4.6 : Création d'un nouvel atelier "Pour une alimentation saine et durable".</i>				CALENDRIER	
				2021	2022
				2023	2024
				2025	
A- Coordonner l'interaction entre les différents dispositifs de santé publique	13-A				
B- Concevoir ou faire évoluer les actions thématiques répondant à des problématiques de santé identifiées (Santé mentale, prévention écran, "Ciboulette"...)	13-B				
C- Élaborer des formations avec les acteurs de terrain pour qu'ils puissent mettre en place des actions santé avec leurs publics	13-C				
Pilotage de l'action		Moyens mobilisés			
<u>Pilote</u> : Responsable de la santé et de la prévention infantile <u>Instance de suivi</u> : Comité de coordination CTG <u>Autres Partenaires et collaborateurs</u> : CAF, associations, professionnels de la jeunesse, de l'insertion et du social, Éducation Nationale, PARQ ADSEA, Services de l'État, Directions de la Culture (Ville et Métropole), Équipes pluridisciplinaires DRE ; Ville : Directions de l'Enfance, de la Petite Enfance, du développement Social et Urbain		<u>Moyens humains</u> : Professionnels Ville et CAF <u>Moyens financiers</u> : Centre social, Ville, Métropole, Appels à projets, Contrat de Ville, FPH, DRE, Atelier Santé Ville, ARS, ...			

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Indicateurs d'évaluation	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre d'actions et d'événements organisés par type d'actions opérationnelles (A à C)</li> <li>○ Nombre de participants par action</li> <li>○ Nombre de projets initiés par des jeunes et menés à terme</li> <li>○ Évaluation de la satisfaction des publics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Meilleure coordination et transversalité entre les directions de la Ville</li> <li>○ Renforcement des compétences psychosociales des adultes et des enfants (confiance en soi, concentration, attention...)</li> <li>○ Amélioration du climat périscolaire et scolaire (apaisement des tensions au sein des écoles)</li> <li>○ Sensibilisation de publics à une alimentation saine et durable</li> </ul>

### Objectif opérationnel 3-3 : Assurer la mise en oeuvre de partenariats transversaux

#### ACTION 14 et 15 - Diagnostic initial

**Enjeu de progrès CTG n°1 : Réussir la convergence des projets des directions impliquées vers un projet commun partagé avec la CAF / n°2 : Anticiper les besoins de la population en augmentation / n°4 : Maintenir et renforcer les projets de centres sociaux et d'espaces de vie sociale dans les QPV / n°10 : Adapter le plan stratégique d'action en fonction des particularités des familles des territoires / n°21 : Réformer l'intervention sociale de proximité**

**La municipalité de Clermont-Ferrand a à cœur de mettre en œuvre son projet politique en direction des habitants en associant les partenaires associatifs et institutionnels, pour permettre une plus grande diversité d'offre de services, au plus proche des publics concernés. Aussi, dans le cadre de la CTG, cette volonté trouve toute sa place au travers d'un objectif opérationnel consacré spécifiquement au partenariat.**

**En lien direct avec notre souhait d'agir de manière interdisciplinaire, la loi Blanquer sur l'école de la confiance instaure le développement des formations communes enseignants /ATSEM, étendu aux autres acteurs en lien avec les projets scolaires et extrascolaires mis en place par les équipes éducatives. Les constats de terrain montrent la nécessité de forger une posture professionnelle commune, faite de connaissances et de références partagées. Cette recherche de continuité éducative est remise en cause à chaque changement de direction d'école, car il n'existe pas de document synthétique regroupant les procédures. Ce sont donc deux domaines d'actions qu'il nous faut développer pour renforcer le partenariat avec l'Éducation Nationale.**

**De manière concomitante, la DDSU développe une stratégie partagée sur le territoire avec les acteurs locaux, les autres services municipaux et les partenaires du territoire. Les Centres sociaux seront les garants d'actions partenariales pour oeuvrer ensemble à partir de constats communs, affirmant ainsi le centre social dans ses fonctions ressources.**

#### Public cible

L'ensemble des acteurs (Ville, associations, partenaires) impliqués dans les actions en lien avec la petite enfance, l'enfance, l'adolescence, la famille, la scolarité (prioritairement les directeurs d'école et les agents nouvellement recrutés sur l'administratif du service des écoles, ATSEM) ; les associations concernées par la CTG.

## PLAN D'ACTIONS 2021-2025 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Description des actions / Échéances										
ACTION 14 : Créer et consolider les collectifs et les réseaux										
<i>Action 28 : RESEAU PETITE ENFANCE + déclinaisons A : Harmoniser les pratiques éducatives au sein des structures et interstructures (PEVPE AXE 3.4.1 à 3.4.2) + déclinaison B : Développer des formations communes entre professionnels (PEV E n°2 Action 7) Déclinaison A de l'action 3.3.2 En réponse à « la loi Blanquer », créer des formations communes agents petite enfance, enseignants maternels, animateurs, intervenants en maternelle, ATSEM" + Action 29 : Créer les conditions d'un réel partenariat Ville / EN (PEV E n°2 Action 14) - Déclinaison B de l'action Créer un mémento du Directeur d'école à Clermont + Action 30 : Accompagnement partenarial parentalité</i>					CALENDRIER					
					2021	2022	2023	2024	2025	
					A- Construire un réseau "Petite Enfance" (Laep, Eaje, RAM...) pour impulser des actions collectives	14-A				
					B- Inciter les professionnels et les bénévoles des associations à échanger sur leurs pratiques pour veiller à la cohérence des démarches	14-B				
					C- Créer les conditions d'un réel partenariat entre la Ville et l'Éducation nationale	14-C				
					D- Proposer des formations communes pluridisciplinaires pour les professionnels et avec les partenaires (EN, ...)	14-D				
E- Développer une stratégie "Partenaires" commune à tous les territoires dotés de CS et EVS	14-E									
ACTION 15 : Soutenir les associations										
					CALENDRIER					
					2021	2022	2023	2024	2025	
					A- Constituer une cellule d'appui CAF-Ville pour les associations co-financées	15-A				
					B- Assurer une veille commune sur les problématiques rencontrées par ces associations	15-B				
C- Conseiller ces associations dans leur recherche de financement multipartenarial	15-C									
Pilotage de l'action					Moyens mobilisés					
<p><u>Pilote</u> : Responsable Service Développement des projets et partenariats (DPE) et Directeur adjoint de l'Enfance - politiques éducatives transversales (DE)</p> <p><u>Instance de suivi</u> : Comité de coordination CTG</p> <p><u>Autres Partenaires et collaborateurs</u> :</p> <p>Le collectif Mercoeur (Conseil Départemental, Médiathèque, Crèche des Vergnes, Ludothèque, Relais Assistantes Maternelles...), Les services internes de la Ville (Direction de l'Enfance, Direction Petite Enfance, service Communication), Les services métropolitains (DUN...)</p> <p>Autres à définir après identification (Associations, acteurs locaux...)</p>					<p><u>Moyens humains</u> : Professionnels Ville et CAF</p> <p><u>Moyens financiers</u> : Centre social, Ville, CAF</p>					
Indicateurs d'évaluation					Résultats attendus					
<ul style="list-style-type: none"><li>○ Nombre d'actions organisées par type d'actions opérationnelles</li><li>○ Nombre de participants par action</li><li>○ Mesure de l'implication des partenaires</li><li>○ Évaluation de la stabilité des associations</li></ul>					<ul style="list-style-type: none"><li>○ Renforcement du partenariat</li><li>○ Meilleure cohérence des services et des dispositifs</li><li>○ Harmonisation des pratiques interdisciplinaires</li><li>○ Consolidation des associations</li></ul>					